

Le Japon, champion de l'Indo-Pacifique américain

Par **Marianne Péron-Doise**, chercheuse associée à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), directrice de l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique à l'IRIS.

Photo ci-dessus : Le 11 janvier 2023, à Washington, le secrétaire d'État Antony Blinken organise une conférence de presse avec le secrétaire à la Défense Lloyd J. Austin III, le ministre japonais des Affaires étrangères Yoshimasa Hayashi (au centre) et le ministre japonais de la Défense Yasukazu Hamada (à gauche). À cette occasion, les deux pays ont affiché leur « alignement stratégique » en matière de défense, et notamment sur le fait que « la Chine pose le défi stratégique le plus important ». (© State Department/Freddie Everett)

Le communiqué conjoint suivant le dialogue de format 2+2 entre les responsables des Affaires étrangères et de la Défense des États-Unis et du Japon du 11 janvier 2023 (1) a projeté l'image d'une connivence stratégique forte entre les deux pays. L'annonce suivait la publication de leurs nouvelles stratégies nationales de défense et de sécurité, avec pour chacun d'eux une hausse substantielle des budgets de défense et la mise en avant de nouvelles capacités. Ce tempo, soigneusement calibré pour en accentuer la portée politico-militaire, s'inscrit dans une des nombreuses séquences indo-pacifiques orchestrées par l'administration Biden pour mettre en avant ses principaux partenaires dans la région dont, outre le Japon, l'Australie et le Royaume-Uni, également mentionnés dans le communiqué. À ce stade, plus qu'un approfondissement, l'évolution du partenariat stratégique américano-japonais s'apparente à un alignement idéologique et opérationnel de Tokyo sur la posture indo-pacifique des États-Unis. Ceci se traduit notamment par un langage commun sur la Chine, qualifiée de « défi stratégique le plus important », un renforcement des garanties de sécurité du traité de défense mutuelle de 1960 et l'annonce du déploiement d'une force de réaction rapide du corps des Marines américains à Okinawa d'ici 2025. Washington a d'ailleurs chaleureusement salué la nouvelle stratégie de sécurité nationale japonaise, publiée avec deux autres documents portant sur la défense du pays le 16 décembre 2022 (2). Ceux-ci prévoient un renforcement notable des moyens militaires de l'archipel. Le budget des armées, jusqu'ici

symboliquement plafonné à 1 % pour signaler une politique défensive, devrait passer à 2 % du PIB en 2027. Enfin, il est question de l'acquisition de capacités dites de « contre-attaque », c'est-à-dire de frappe à longue portée, pour atteindre des sites présentant une menace potentielle. On pense bien sûr à la Corée du Nord, mais plus significativement à la Chine continentale.

Un allié japonais stratégiquement hyperactif

La visite du Premier ministre japonais Fumio Kishida à Washington et la teneur des échanges avec le président Biden le 13 janvier 2023 confortent ce nouvel élan au sein d'une relation bilatérale où le Japon, poussé par les États-Unis, semble rechercher un rôle et un statut d'allié au moins comparable à celui existant au sein de l'OTAN. C'est ainsi qu'il convient d'interpréter la présence du Premier ministre nippon au Sommet de l'OTAN à Madrid, en juin 2022. En effet, Tokyo a été le premier pays d'Asie à se joindre aux démocraties occidentales pour dénoncer l'agression russe contre l'Ukraine et à adopter les sanctions contre Moscou. Fumio Kishida n'a pas craint, dans plusieurs déclarations publiques, d'établir un parallèle entre la bellicosité russe et l'agressivité chinoise vis-à-vis de Taïwan, évoquant clairement un scénario de crise où le Japon ne manquerait pas d'être impliqué, ne serait-ce qu'en raison de la proximité géographique de l'archipel d'Okinawa avec l'île. Cette prise de parole risquée face aux tendances hégémonistes de la Chine de Xi Jinping trouve un prolongement logique dans la

nécessité d'un renforcement opérationnel avec le grand allié américain, mais aussi avec ses autres proches partenaires, dont l'Australie et le Royaume-Uni, avec lesquels Washington a signé le pacte de sécurité AUKUS en septembre 2021. En octobre 2022, Fumio Kishida a renouvelé un accord de sécurité portant notamment sur les échanges d'informations avec l'Australie, au cours d'une visite remarquée à Canberra, la première d'un Premier ministre japonais depuis 2018. Par ailleurs un accord d'accès réciproque au bénéfice de leurs forces armées respectives a été conclu avec le Royaume-Uni en janvier 2023. Tout en permettant l'approfondissement de la coopération militaire nippo-britannique, cet accord pourrait si besoin permettre à Londres de déployer des contingents sur le sol de l'archipel dans l'hypothèse d'une crise régionale. Enfin, dernière initiative stratégique majeure du Japon, derrière laquelle se devine une nouvelle fois l'influence américaine, le Premier ministre japonais a accueilli le président sud-coréen Yoon Seok-youl à Tokyo le 16 mars 2023, marquant apparemment la fin d'une brouille entre les deux alliés les plus importants des États-Unis en Asie du Nord-Est. Face à l'amélioration considérable des moyens balistiques et nucléaires de Pyongyang ces cinq dernières années, et dans un contexte de tensions croissantes avec la Chine, on comprend que Washington souhaitait voir Tokyo et Séoul mettre de côté leurs différends historiques au profit d'une collaboration militaire plus efficace. Les deux pays ont notamment accepté de partager automatiquement et en temps réel les informations sur les tirs de missiles nord-coréens,

notamment à travers la restauration du GSOMIA (*General Security of Military Information Agreement*), signé en 2016 (3).

Le renforcement opérationnel de l'Alliance : se préparer à une crise régionale ?

La modernisation de l'alliance entre Washington et Tokyo, objet du communiqué du 11 janvier 2023, repose sur un effort d'interopérabilité et de coordination mais aussi sur un meilleur partage du renseignement entre leurs forces militaires respectives. La décision japonaise de construire ses propres missiles à longue portée et, dans l'intervalle, d'acheter des missiles de croisière américains Tomahawk, constitue une avancée majeure en matière de capacité de contre-attaque et semble vouloir indiquer à la Chine que ses initiatives agressives dans la région ne resteront pas sans réponse.

Autre élément notable : l'installation à Okinawa d'ici 2025 d'une nouvelle force de réaction rapide du corps des Marines américains, équipée de capacités avancées de renseignement, de surveillance et de reconnaissance mais aussi de moyen offensifs et défensifs, y compris des missiles anti-navires. Cette réorganisation s'inscrit dans le cadre d'une initiative du corps des Marines visant à mettre sur pied des forces plus agiles et immédiatement déployables. Le premier régiment de ce type, le 3^e régiment littoral de marines, a d'ailleurs été créé à Hawaï, siège du quartier général du commandement américain pour l'Indo-Pacifique, US INDOPACOM. Il s'agit d'une des avancées des plus significatives dans le dispositif des forces américaines dans la région. La forte concentration de l'armée américaine à Okinawa — plus de la moitié des troupes américaines au Japon y sont stationnées — a longtemps été un point sensible pour les Japonais,

et pour les habitants d'Okinawa en particulier. Une certaine évolution de l'opinion publique nipponne, y compris à Okinawa, ne semble pas remettre en cause ces dispositions en raison d'une perception plus vive de la menace chinoise mais aussi de la dégradation perceptible des relations avec la Russie et la Corée du Nord. Une déclaration du Pentagone a précisé par ailleurs que la force de Marines déployée à Okinawa vise à soutenir les efforts de dissuasion de l'Alliance, notamment en répondant aux « situations d'urgence » (4).

Enfin, le communiqué du 11 janvier 2023 souhaitait plus largement rassurer Tokyo sur l'engagement des États-Unis envers le Japon, notamment en soutenant les revendications japonaises sur les îles Senkaku — ou Diaoyu, pour les Chinois qui les revendiquent. Situées en mer de Chine orientale, à proximité de Taïwan, ces îles inhabitées voient la multiplication des incursions chinoises, que ce soient des bâtiments de pêche, des gardes-côtes et jusqu'à des unités de la marine, dans leurs eaux territoriales, dans le cadre d'une stratégie de harcèlement et d'épuisement de la garde côtière japonaise, beaucoup moins nombreuse. L'administration Biden, que ce soit le Pentagone ou le Département d'État, ne perd jamais l'occasion de rappeler que les îles Senkaku sont couvertes par l'article 5 du traité de sécurité mutuelle (5). Plus récemment, Washington a étendu les dispositions du traité bilatéral aux attaques dans l'espace.

Au final, on remarquera que si le Japon améliore considérablement sa posture de défense, il entend également contribuer à fournir davantage de capacités aux éléments militaires américains déployés sur son territoire et participer plus activement à la mise en place d'une force de dissuasion crédible à l'égard de la Chine.

Marianne Péron-Doise

“ La modernisation de l'alliance entre Washington et Tokyo, objet du communiqué du 11 janvier 2023, repose sur un effort d'interopérabilité et de coordination mais aussi sur un meilleur partage du renseignement entre leurs forces militaires respectives. ”

Notes

(1) Département de la Défense américain, « *Joint Statement of the 2023 US-Japan Security Consultative Committee ("2 plus 2")* », 11 janvier 2023 (<https://rb.gy/a8r4zf>).

(2) Ministry of Foreign Affairs of Japan, « *National Security Strategy* », 16 décembre 2022 (<https://rb.gy/rhwgzd>).

(3) « *Yoon announces "complete normalization" of military intel-sharing pact with Japan* », *The Korea Times*, 16 mars 2023 (<https://rb.gy/gu9w2p>).

(4) A. Roque et L. Ferran, « *Japan signs off on Marines plan for new littoral "stand-in" group in Okinawa* », *Breaking Defense*, 11 janvier 2023 (<https://rb.gy/4uj4xi>).

(5) L'article 5 du traité de sécurité mutuelle renégocié en 1960 (il reprend et complète les termes du traité signé en 1951 et introduit davantage de réciprocité) stipule plus précisément que le traité couvre les « territoires sous administration japonaise » et engage les deux parties en cas d'attaque armée à prendre « des mesures pour faire face au danger commun ».



Photo ci-contre : Le 18 mai 2022, des Marines américains effectuent un exercice sur l'île d'Okinawa, au Japon. En janvier 2023, Tokyo autorisait officiellement le projet américain de la création d'une nouvelle force de réaction rapide des Marines sur l'île d'Okinawa d'ici 2025. Cette force disposera de capacités avancées en matière de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, de lutte anti-navires et de transport. (© US Marine Corps/Michael Taggart)